

## Sierra Leone

Les perspectives de la Sierra Leone sont bonnes, avec une croissance attendue de 5.1 % en 2011 et 6 % en 2012, mais les autorités pourraient faire encore mieux, pour accélérer le rythme de la croissance et améliorer le niveau de vie.

Les principales mesures susceptibles de mobiliser des ressources supplémentaires au service du développement sont le renforcement de la collecte fiscale, une amélioration du cadre des dépenses à moyen terme et un élargissement du secteur financier.

Les partenaires émergents prennent de l'importance dans les programmes de développement de la Sierra Leone. La Chine intervient pour soutenir à la fois la croissance (notamment avec la construction de centrales énergétiques) et pour améliorer les très mauvais indicateurs sociaux (avec par exemple la création d'un centre de prévention et de traitement du paludisme).

Après avoir enregistré un taux de 4.5 % en 2010, la croissance devrait atteindre 5.1 % en 2011 et se hisser à 6 % en 2012 (prévisions). Les perspectives à moyen terme sont bonnes, mais il faudra faire mieux en matière de réformes structurelles pour mettre le pays sur la voie d'une forte croissance, créatrice des emplois pour améliorer le niveau de vie. La croissance est tirée par la reprise des exportations de minéraux et des cultures de rente, dans un contexte de relance de l'économie mondiale. Elle doit beaucoup à la meilleure productivité de l'agriculture et aux investissements d'infrastructures. La récente mise en production de la centrale électrique de Bumbuna, notamment, a déjà fait sentir ses effets. Les autorités ont engagé des réformes décisives, dans le secteur financier et le système fiscal, dont les effets devraient être positifs.

La Sierra Leone est l'un des pays les plus pauvres de la planète. Le PIB (produit intérieur brut) par habitant dépassait à peine 300 dollars (USD) en 2010. Des problèmes majeurs de développement se posent, avec un fort taux de chômage des jeunes. Le très mauvais classement à l'index du développement humain (IDH) des Nations Unies en est le témoignage. Même si le pays s'est bien tiré de la crise mondiale, la croissance de 6 % prévue en 2012 restera en deçà des taux enregistrés avant la crise. D'où la nécessité d'une accélération du rythme de la croissance, si le pays veut surmonter la fragilité de son économie et réduire le fossé qui le sépare des économies plus avancées en termes de revenu. Une bonne politique macroéconomique peut y aider, en permettant d'avancer vers un cadre contracyclique régulé et en faisant de la croissance forte une priorité.

L'inflation a commencé à reculer en 2011 après le pic de 18 % observé en septembre 2010, suite au gonflement du budget et à l'impact ponctuel de l'introduction d'une taxe sur les biens et services. Du côté de la demande, l'augmentation de la production locale des denrées alimentaires devrait compenser la hausse de leurs prix de détail. Grâce à des politiques monétaire et budgétaire adéquates et à la stabilisation du taux de change nominal, le taux moyen de l'inflation devrait passer sous la barre des 10 % en 2011 et se réduire encore vers la fin 2012. Cette perspective serait cependant compromise, si la masse salariale du secteur public devait augmenter, et si les prix des denrées alimentaires et des carburants augmentaient de manière plus forte que prévu.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
<b>Taux de croissance du PIB réel</b>	3.2	4.5	5.1	6
<b>Inflation IPC</b>	9.2	17.8	9.6	8.2
<b>Balance budgétaire % PIB</b>	-3.2	-4.6	-5.9	-5.3
<b>Balance courante % PIB</b>	-8.7	-9	-9.6	-9.2

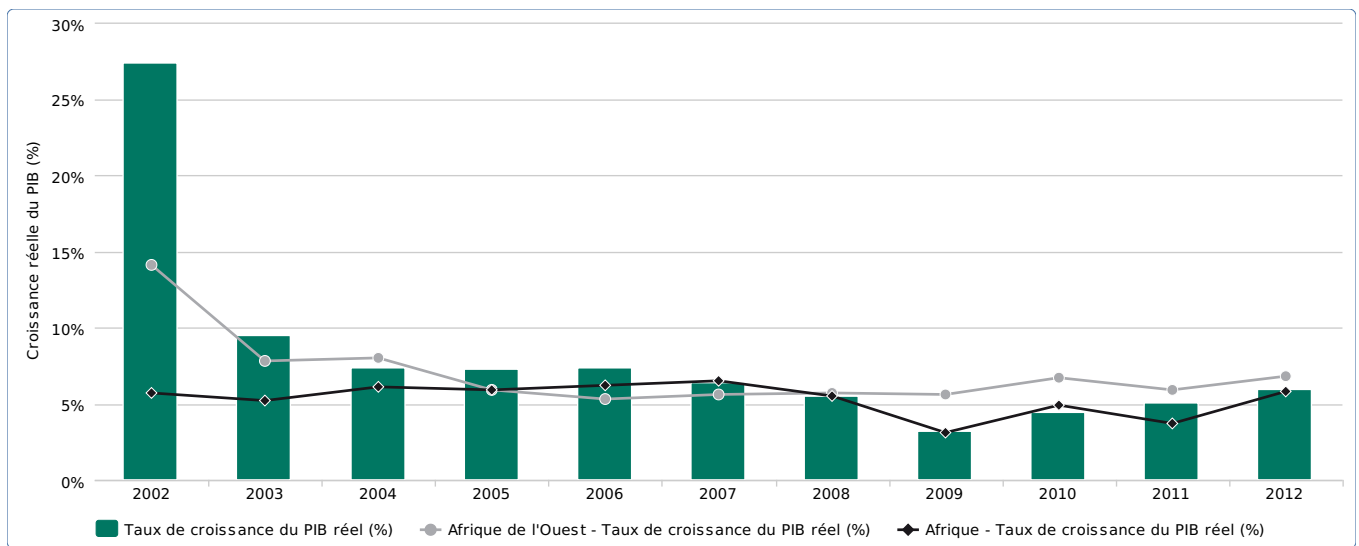
**Source :** Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

Dans le cadre du budget 2011, une ligne budgétaire et un réexamen des priorités sont prévus pour permettre une augmentation des investissements productifs et des dépenses sociales. Ces dépenses seront financées une augmentation des impôts sur le revenu, par les recettes des privatisations, par les dons extérieurs (comme par exemple une subvention européenne de 52.5 millions d'euros aux routes et à l'agriculture), ainsi que par les économies réalisées en amputant les dépenses courantes non indispensables. On attend des autorités qu'elles améliorent encore l'administration fiscale et réduisent les exemptions fiscales discrétionnaires pour réaliser les objectifs de recettes. En raison de la hausse des dépenses en capital, le déficit budgétaire devrait se creuser, passant de 4.6 % du PIB en 2010 à 5.9 % en 2011, puis se réduire à 5.3 % du PIB en 2012.

Fort de la bonne fin du précédent programme de réformes économiques, le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un nouveau programme triennal de soutien à la Sierra Leone, dans le cadre d'une facilité de crédit élargie d'un montant de 45.4 millions USD. Ce nouveau programme a été conçu pour étayer les efforts des autorités locales pour accélérer la croissance en augmentant les dépenses d'infrastructures, et pour élargir et de faciliter l'accès au secteur financier, tout en maintenant la stabilité macro-économique. Il faudra veiller à encadrer ce programme avec de bonnes politiques macroéconomiques tout au long de son évolution. Compte tenu des énormes besoins en développement du pays, la politique macro-économique à venir devra notamment se garder d'une rigidité excessive qui sacrifierait la croissance à long terme sur l'autel de la stabilité à court terme. Une politique économique flexible doit s'accompagner des réformes nécessaires pour améliorer l'environnement des affaires, de programmes de formation correspondant aux demandes du marché de l'emploi et destinés spécifiquement aux jeunes entrant sur le marché du travail et de filets de sécurité sociale pour les personnes les plus vulnérables.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (W)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.